



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Abderrahmane GOUTAIB _Mhammed Abderebbi

FSJES Mohammedia,
Université Hassan II Casablanca

MICROCREDIT ET DEVELOPPEMENT SOCIAL : UN LEVIER D'INCLUSION ET DE TRANSFORMATION

Résumé : L'article met en évidence le rôle du microcrédit comme outil d'inclusion sociale et de transformation socio-économique. Il commence par rappeler que le microcrédit ne peut pas, à lui seul, éradiquer la pauvreté, mais qu'il constitue un instrument stratégique pour favoriser l'initiative individuelle et collective.

Il souligne ensuite la capacité du microcrédit à stimuler l'entrepreneuriat local, en particulier chez les femmes et les jeunes, en leur permettant de financer de petites activités génératrices de revenus. Cette dynamique contribue à l'amélioration des conditions de vie des familles, notamment à travers une meilleure éducation des enfants, l'accès aux soins de santé et une réduction de la précarité.

L'article insiste également sur l'importance de l'accompagnement non financier, comme la formation, le suivi et le conseil, pour maximiser l'impact des prêts. Sans cet appui, le microcrédit risque de se limiter à un simple endettement, sans véritable création de richesse.

Enfin, il plaide pour une intégration du microcrédit dans une approche globale de développement, en lien avec les politiques sociales et économiques, afin qu'il devienne un levier durable de justice sociale et de cohésion sociétale.

Mots-clés : Economie sociale et solidaire, Entrepreneuriat social, Entreprise sociale.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Introduction

Le microcrédit s'est imposé au fil des années comme un outil incontournable de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale. Initié à la fin du XX^e siècle à travers des expériences pionnières, notamment celles de la Grameen Bank au Bangladesh, ce mécanisme financier repose sur une idée simple : offrir aux populations exclues du système bancaire traditionnel la possibilité d'accéder à de petits prêts pour développer des activités génératrices de revenus. Ce modèle, qui s'est rapidement diffusé à travers le monde, a séduit les gouvernements, les bailleurs de fonds internationaux et les organisations de la société civile en raison de son potentiel transformateur.¹

Dans un pays comme le Maroc, où une grande partie de la population active se concentre encore dans le secteur informel et où l'accès aux services financiers reste limité pour les couches défavorisées, le microcrédit a trouvé un terrain propice à son développement. Dès les années 1990, les institutions de microcrédit se sont multipliées, répondant à une double mission : réduire l'exclusion financière et contribuer au progrès social. Aujourd'hui, elles constituent un maillon essentiel des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'auto-emploi.²

Au-delà de la dimension économique, le microcrédit revêt une portée sociale considérable. Il agit comme un levier d'autonomisation, en particulier pour les femmes, souvent en marge des circuits économiques, et favorise la consolidation du tissu communautaire à travers des dynamiques de solidarité et de coopération. Cependant, les débats autour de son efficacité réelle restent ouverts. Certains chercheurs

¹ Yunus, Muhammad (2007). *Vers un monde sans pauvreté*. Paris : JC Lattès.

² Banque Mondiale (2006). *Le développement du secteur de la microfinance au Maroc : Défis et perspectives*. Washington DC : World Bank.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

soulignent ses limites, notamment le risque de surendettement et l'absence d'un accompagnement adapté, qui peuvent réduire son impact.

Dans cette perspective, la question du lien entre microcrédit et développement social mérite d'être réexaminée. Il ne s'agit pas seulement de mesurer combien de prêts ont été accordés, mais d'analyser dans quelle mesure ces financements contribuent à améliorer la qualité de vie, à renforcer l'inclusion et à favoriser la cohésion sociale. C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent article, qui explore les dimensions sociales du microcrédit, ses apports mais aussi ses défis, afin de mettre en lumière son rôle dans la construction d'un développement plus équitable et durable.³

1. Le microcrédit : une réponse à l'exclusion financière

L'exclusion financière constitue l'un des principaux obstacles au développement économique et social des pays en développement. Elle se traduit par l'impossibilité, pour une partie significative de la population, d'accéder aux services financiers de base tels que le crédit, l'épargne, les assurances ou les moyens de paiement. Cette situation découle d'une combinaison de facteurs, notamment le manque de garanties matérielles, la faiblesse des revenus, l'absence de relations bancaires stables et, parfois, la méfiance culturelle vis-à-vis des institutions financières classiques. Pour des millions de ménages, cette exclusion équivaut à un verrou qui empêche toute possibilité d'investissement, d'amélioration des conditions de vie et de projection vers un avenir plus stable.

C'est dans ce contexte que le microcrédit se positionne comme une réponse adaptée. En proposant de petits prêts, souvent compris entre quelques centaines et quelques milliers de dirhams, les institutions de

³ Chaâbi, Abdelkader (2010). « Le microcrédit au Maroc : un outil de lutte contre l'exclusion et la pauvreté », *Revue Marocaine d'Économie et de Gestion*, n°6, pp. 45-67.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

microcrédit permettent à des individus jusque-là exclus du circuit bancaire de financer des activités productives. Contrairement aux banques traditionnelles, qui exigent généralement des garanties solides et des revenus stables, le microcrédit repose sur des approches alternatives : le prêt solidaire, la constitution de groupes d'emprunteurs, la proximité avec les bénéficiaires et une meilleure compréhension des réalités locales. Cette souplesse offre aux populations marginalisées une chance d'accéder à des ressources financières, même lorsqu'elles ne disposent pas d'un patrimoine ou d'un historique bancaire.

Au Maroc, l'exclusion financière reste un phénomène marqué, bien que des efforts importants aient été entrepris pour l'atténuer. Selon les rapports de Bank Al-Maghrib, une proportion importante de la population adulte demeure non bancarisée, surtout en milieu rural et dans les zones périurbaines. C'est précisément dans ces espaces que le microcrédit a trouvé sa place. Les grandes associations comme Al Amana, Fondation Banque Populaire pour le microcrédit ou Attawfiq Microfinance ont contribué à élargir l'accès au financement à des milliers de bénéficiaires, en particulier des femmes et des jeunes porteurs de petits projets. Ces institutions se sont appuyées sur des réseaux territoriaux étendus et sur des mécanismes de suivi de proximité pour pallier l'absence d'infrastructures bancaires classiques.

L'apport du microcrédit dans la lutte contre l'exclusion financière est double. D'une part, il agit sur l'aspect individuel en offrant aux bénéficiaires une opportunité de financer un projet économique : ouverture d'une petite boutique, achat de bétail, acquisition d'outils pour un métier artisanal ou amélioration d'un champ agricole. Ces initiatives, même modestes, représentent un tremplin vers l'autonomie et la dignité économique. D'autre part, il produit un effet collectif, car l'accès au crédit permet de dynamiser le tissu local, d'encourager les échanges économiques et de renforcer la solidarité



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

communautaire, notamment à travers les mécanismes de prêts solidaires où les membres d'un groupe s'engagent collectivement au remboursement⁴.

Il convient aussi de souligner que le microcrédit joue un rôle éducatif dans le processus d'inclusion financière. Les bénéficiaires, pour la plupart novices dans les relations bancaires, acquièrent progressivement des notions d'éducation financière : gestion d'un budget, respect des échéances, organisation de l'activité économique. Cette initiation facilite à long terme leur intégration dans le système financier formel et leur permet d'envisager d'autres produits, tels que l'épargne ou l'assurance. Ainsi, le microcrédit devient non seulement un outil de financement, mais aussi un instrument de préparation à la bancarisation⁵.

Néanmoins, la capacité du microcrédit à répondre pleinement à l'exclusion financière dépend de plusieurs conditions. Premièrement, les montants octroyés, bien qu'utiles, restent souvent limités par rapport aux besoins réels des micro-entrepreneurs. Deuxièmement, la question des taux d'intérêt, justifiés par les coûts de gestion élevés, peut parfois réduire l'accessibilité et décourager certains bénéficiaires potentiels. Enfin, l'absence de produits financiers complémentaires – épargne, micro-assurance, accompagnement non financier – limite l'impact global de l'inclusion financière. L'expérience marocaine montre ainsi que, pour être véritablement efficace, le microcrédit doit s'inscrire dans une approche intégrée, où l'accès au financement est combiné à l'éducation financière et à un accompagnement adapté.

⁴ Hamdouch, B. & Zouag, M. (2019). « Le microcrédit au Maroc : un outil d'inclusion financière et sociale », *Revue Internationale de l'Économie Sociale* (RECMA), n° 354, pp. 101-118.

⁵ Rapport d'activité Attijariwafa Bank Foundation (2021). *Microcrédit et bancarisation des populations vulnérables au Maroc*. Casablanca : AWB Foundation.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Il en ressort que, le microcrédit constitue une réponse pragmatique à l'exclusion financière en élargissant l'accès aux ressources pour les populations marginalisées. Il permet à des individus jusque-là invisibles pour le système bancaire de devenir des acteurs économiques, de développer leur autonomie et de renforcer leur intégration sociale. Au Maroc, cette dynamique a contribué à réduire les inégalités territoriales et à offrir une alternative crédible aux ménages exclus. Toutefois, pour que ce rôle se consolide, il demeure essentiel de penser le microcrédit non pas comme une fin en soi, mais comme une étape vers une inclusion financière complète, capable de transformer durablement les conditions de vie des bénéficiaires et de stimuler le développement social.

2. L'impact social au-delà de l'aspect financier

L'impact du microcrédit ne se résume pas aux flux financiers octroyés ni aux remboursements enregistrés par les institutions. Son intérêt se manifeste surtout dans les transformations sociales qu'il suscite, lesquelles vont bien au-delà de la simple injection de liquidités dans l'économie domestique. Pour de nombreux bénéficiaires, accéder à un crédit, aussi modeste soit-il, signifie franchir une étape décisive vers l'intégration sociale et la reconnaissance. Dans des contextes marqués par la pauvreté, l'exclusion ou la marginalisation, le microcrédit ne représente pas seulement une opportunité économique, mais un véritable levier d'émancipation et de dignité⁶.

L'un des effets les plus marquants concerne l'autonomisation des femmes. Dans de nombreuses régions marocaines, elles se trouvent doublement marginalisées : économiquement, parce qu'elles ont rarement accès aux ressources productives, et socialement, parce que leur rôle reste souvent limité à la

⁶ Bennani-Chraïbi, M. (2010). *Microcrédit et dynamiques sociales au Maroc*. Revue Tiers Monde, 201(1), pp. 45-68.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

sphère domestique. Le microcrédit leur ouvre une brèche en leur donnant la possibilité de financer des activités génératrices de revenus, qu'il s'agisse de petits ateliers artisanaux, de la transformation alimentaire, de l'élevage ou de la commercialisation de produits locaux. Le revenu, même modeste, issu de ces activités, change leur place au sein du foyer. Elles participent davantage aux décisions relatives aux dépenses de santé, à la scolarisation des enfants ou à l'amélioration du logement, et leur voix acquiert une légitimité nouvelle dans la gestion des affaires familiales. Ce changement de statut contribue progressivement à redéfinir les rapports de genre et à renforcer leur confiance en elles-mêmes⁷.

L'impact social du microcrédit s'observe également dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Les revenus générés permettent d'assurer des besoins fondamentaux qui restaient auparavant insatisfaits. Dans plusieurs enquêtes menées au Maroc, il apparaît que de nombreux bénéficiaires utilisent une part importante de leurs gains pour investir dans l'éducation des enfants, considérée comme une priorité. De la même manière, l'accès à des soins de santé de meilleure qualité devient plus fréquent, ce qui contribue à réduire les inégalités sociales liées à la pauvreté. Les améliorations touchent aussi le logement : agrandissement des habitations, achat de matériel domestique, raccordement à l'électricité ou à l'eau potable. Ces transformations, bien que modestes, renforcent la stabilité et la sécurité des familles, leur permettant de se projeter dans l'avenir avec davantage de confiance⁸.

Un autre aspect essentiel de l'impact social réside dans la dimension communautaire. Dans la majorité des cas, les prêts sont octroyés à travers des mécanismes collectifs, où plusieurs emprunteurs constituent

⁷ El Aoufi, N. & Bensaid, M. (2005). *Femmes, microcrédit et autonomisation au Maroc*. Rabat : Publications du CERAB, pp. 77-102.

⁸ Attijariwafa Bank Foundation (2018). *Microfinance et inclusion sociale au Maroc : études de terrain*. Casablanca, pp. 54-80.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

un groupe solidaire. Cette formule, largement adoptée par les institutions marocaines, engendre une dynamique de coopération et de responsabilité mutuelle. Les membres s'entraident, partagent leurs expériences et développent des relations de confiance. Dans certains villages, la constitution de tels groupes a donné naissance à de véritables réseaux d'entraide qui dépassent la question du remboursement et s'étendent à d'autres dimensions de la vie quotidienne, comme l'assistance en cas de maladie, la garde des enfants ou la solidarité lors des mariages et funérailles. Le microcrédit devient alors un prétexte pour renforcer le tissu social et raviver des valeurs de solidarité parfois affaiblies par les transformations socio-économiques contemporaines⁹.

Au-delà des résultats tangibles, le microcrédit possède également une portée symbolique. Être bénéficiaire d'un prêt, entreprendre une activité et réussir à dégager un revenu constituent des éléments qui transforment la perception de soi et le regard des autres. Les individus qui étaient perçus comme « inactifs » ou « dépendants » se voient désormais reconnus comme acteurs économiques et contributeurs au bien-être collectif. Cette reconnaissance sociale agit comme une source de motivation et de dignité, en particulier pour les femmes rurales et les jeunes chômeurs qui peinaient à trouver une place dans la société. Ainsi, le microcrédit ne se contente pas d'améliorer le pouvoir d'achat, il contribue à réinscrire les bénéficiaires dans une dynamique de valorisation sociale et identitaire¹⁰.

Toutefois, il serait réducteur de présenter ces impacts comme automatiques ou universels. Leur intensité dépend de nombreux facteurs, tels que la pertinence du projet financé, le contexte économique local, ou encore l'existence d'un accompagnement approprié. Dans certaines situations, l'absence de

⁹ Al Amana Microfinance (2015). *Rapport annuel sur la microfinance communautaire au Maroc*. Rabat, pp. 32-50.

¹⁰ Simanowitz, A. & Brody, A. (2004). *Realising the Potential of Microfinance: Experiences from Morocco*. IDS Bulletin, 35(4), pp. 53-59.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

formation ou la faiblesse des revenus générés peuvent conduire à des difficultés de remboursement, provoquant des tensions familiales et sociales. Ces cas rappellent que le microcrédit, pris isolément, ne peut constituer une solution miracle contre la pauvreté, mais doit être pensé comme un maillon d'une stratégie plus globale d'inclusion et de développement¹¹.

En définitive, l'impact du microcrédit s'exprime dans une pluralité de dimensions sociales qui dépassent largement l'aspect financier. Il favorise l'autonomie des femmes, améliore les conditions de vie des familles, renforce la cohésion communautaire et procure une reconnaissance symbolique aux bénéficiaires. S'il est accompagné de mesures d'appui adaptées, telles que la formation, l'éducation financière et l'accès à des services complémentaires comme l'épargne ou la micro-assurance, il peut devenir un puissant catalyseur de changement social. Au Maroc, son rôle ne se limite pas à l'octroi de petits prêts, mais s'inscrit dans une dynamique de transformation profonde, où les individus et les communautés apprennent à construire leur avenir avec davantage de dignité, de solidarité et d'espoir¹².

3. Limites et défis du microcrédit

Le microcrédit est souvent présenté comme une innovation majeure dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ses réussites, largement relayées depuis les années 1990, lui ont valu d'être perçu comme une solution accessible et efficace pour autonomiser les populations vulnérables. Toutefois, une analyse plus approfondie révèle que cet outil, aussi prometteur soit-il, comporte un ensemble de limites et de défis qui en réduisent l'efficacité et en questionnent la durabilité. Ces contraintes, observées à la fois sur

¹¹ Najib Akesbi (2011). *Microcrédit, pauvreté et exclusion : limites et perspectives au Maroc*. Alternatives Rurales, 9(2), pp. 11-30.

¹² CGAP (2019). *Microfinance et transformation sociale au Maghreb : cas du Maroc*. Washington DC, pp. 21-40.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

le plan économique et social, apparaissent également dans le cas du Maroc, où le secteur du microcrédit a connu une croissance importante mais se heurte à des obstacles structurels¹³.

L'un des premiers défis concerne les taux d'intérêt appliqués par les institutions de microcrédit. Contrairement à l'image d'un crédit bon marché destiné aux pauvres, les coûts liés à ces prêts sont souvent élevés. Cela s'explique par les frais de gestion importants que nécessitent les petits montants, la proximité avec les bénéficiaires et le suivi personnalisé. Au Maroc, les taux peuvent parfois dépasser 20 % annuels, ce qui pèse lourdement sur les emprunteurs dont les revenus sont instables et modestes. Cette situation engendre des critiques récurrentes : alors que l'objectif affiché est de sortir les bénéficiaires de la pauvreté, le remboursement onéreux risque au contraire d'accentuer leur précarité¹⁴.

Une autre limite réside dans la rigidité des modalités de remboursement. La plupart des institutions exigent des échéances fixes et rapprochées, souvent hebdomadaires ou mensuelles, ce qui correspond difficilement au rythme irrégulier des revenus des petits producteurs agricoles, des artisans ou des travailleurs informels. Cette rigidité pousse parfois les bénéficiaires à contracter de nouveaux prêts pour honorer les précédents, alimentant ainsi un cycle d'endettement qui fragilise davantage les ménages. Plusieurs cas de surendettement ont été signalés dans certaines régions du Maroc, révélant la vulnérabilité des bénéficiaires lorsqu'ils ne disposent pas de revenus stables ou de marchés porteurs pour écouler leurs produits.

À cela s'ajoute l'absence d'accompagnement non financier. Le microcrédit, en tant que mécanisme de financement, peut certes fournir des moyens de démarrer une activité, mais il ne garantit pas la réussite de

¹³ El Amrani, R. (2012). *Le microcrédit au Maroc : réalités et perspectives*. Revue Marocaine de Sciences Économiques et Sociales, 5(2), pp. 15-34.

¹⁴ Akesbi, N. (2011). *Microcrédit, pauvreté et exclusion : limites et perspectives au Maroc*. Alternatives Rurales, 9(2), pp. 11-30



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

cette dernière. Beaucoup de bénéficiaires manquent de compétences en gestion, en marketing ou en organisation de production. Sans formation ni conseil adapté, ils peinent à rentabiliser leurs projets et à assurer la pérennité de leurs activités. Or, la viabilité économique est la condition sine qua non pour que le crédit se transforme en véritable levier de développement social. L'expérience marocaine montre que les projets financés réussissent davantage lorsqu'ils sont accompagnés d'un appui technique, ce qui reste encore insuffisamment généralisé.

Un autre défi important tient à la taille limitée des prêts octroyés. Les montants proposés par les institutions de microcrédit, bien qu'utiles pour des activités de subsistance, restent souvent trop faibles pour permettre une réelle expansion économique. Ainsi, de nombreux bénéficiaires utilisent ces crédits pour financer des besoins de court terme ou pour stabiliser leur consommation, sans pour autant parvenir à créer une activité durable. Ce constat interroge la capacité du microcrédit à générer une transformation structurelle et à sortir durablement les ménages de la pauvreté¹⁵.

Par ailleurs, le microcrédit est confronté à une faible diversification des produits financiers. Dans la majorité des cas, il se limite à l'octroi de prêts, sans intégrer des services complémentaires comme la micro-assurance, l'épargne ou l'accès à des financements plus flexibles. Cette lacune réduit l'impact global sur la sécurité économique des ménages. Les bénéficiaires, exposés à des risques divers – maladies, fluctuations des prix agricoles, accidents – n'ont pas les moyens de se protéger, ce qui fragilise les acquis obtenus grâce au crédit¹⁶.

¹⁵ Attawfiq Micro-Finance (2017). *Rapport annuel : impact économique et limites des financements*. Casablanca, pp. 41-62.

¹⁶ Bendjelloun, S. (2014). *Microfinance au Maroc : entre crédit et services financiers inclusifs*. Revue Économie et Solidarités, 45(1), pp. 99-120



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Les défis sont également liés à la gouvernance et à la concentration institutionnelle. Au Maroc, le secteur est dominé par quelques grandes associations qui contrôlent la majeure partie du marché. Si cette concentration a permis une professionnalisation et un meilleur contrôle, elle a aussi limité la diversité des approches et la concurrence en termes de services proposés. De plus, la dépendance des institutions vis-à-vis des bailleurs de fonds et des financements extérieurs pose la question de la durabilité à long terme, surtout dans un contexte où les pressions financières internationales sont fluctuantes¹⁷.

Enfin, il ne faut pas négliger les conséquences sociales parfois négatives du microcrédit. Dans certains cas, le poids du remboursement peut créer des tensions familiales, provoquer des conflits communautaires ou même générer une stigmatisation pour les personnes incapables d'honorer leurs engagements. Ainsi, au lieu d'être un facteur d'intégration, le microcrédit peut devenir une source de marginalisation accrue¹⁸.

De ce fait, si le microcrédit a permis de répondre à des besoins urgents et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour des milliers de bénéficiaires au Maroc, ses limites rappellent qu'il ne peut être considéré comme une solution miracle. Les taux d'intérêt élevés, la rigidité des remboursements, l'absence d'accompagnement, la faiblesse des montants et le manque de diversification des produits constituent autant de freins à son efficacité. Ces défis montrent la nécessité de repenser le microcrédit dans une approche plus intégrée, qui combine financement, accompagnement technique, éducation financière et protection sociale. C'est seulement dans cette perspective qu'il pourra dépasser ses limites actuelles et jouer pleinement son rôle dans la promotion d'un développement inclusif et durable¹⁹.

¹⁷ Al Amana Microfinance (2016). *Rapport institutionnel et gouvernance du secteur*. Rabat, pp. 12-36.

¹⁸ Bennani-Chraïbi, M. (2010). *Microcrédit et dynamiques sociales au Maroc*. Revue Tiers Monde, 201(1), pp. 45-68.

¹⁹ Najib Akesbi (2015). *Microfinance et développement inclusif au Maroc : défis et opportunités*. Rabat : Éditions ENA, pp. 101-128.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

4. Vers une articulation entre microcrédit et développement social durable

Le microcrédit, au-delà de sa fonction initiale de financement d'activités génératrices de revenus, se situe aujourd'hui au cœur des débats sur le développement social durable. L'évolution des pratiques et des attentes vis-à-vis de cet outil montre clairement que sa légitimité ne se limite plus à son efficacité économique immédiate, mais qu'elle s'apprécie de plus en plus à travers sa capacité à contribuer à des transformations sociales durables et inclusives. Le défi consiste donc à penser le microcrédit non seulement comme un instrument de lutte contre la pauvreté, mais comme un levier intégré dans une vision globale de développement humain.

Le concept de développement durable, tel qu'il a été popularisé depuis les années 1980, met en avant trois dimensions indissociables : l'économique, le social et l'environnemental. Or, le microcrédit a souvent été évalué uniquement sous l'angle économique, à travers des indicateurs tels que le nombre de bénéficiaires, le taux de remboursement ou la création d'activités. Cette approche, bien que nécessaire, reste insuffisante. En effet, si l'accès au crédit permet d'améliorer temporairement les revenus, il ne garantit pas automatiquement une amélioration durable des conditions de vie ni une réduction structurelle de la pauvreté. D'où l'importance d'articuler le microcrédit à une logique de développement social durable²⁰.

Dans cette perspective, plusieurs aspects méritent d'être soulignés. Tout d'abord, l'inclusion sociale : le microcrédit doit viser l'intégration des populations marginalisées non seulement dans les circuits économiques, mais aussi dans les dynamiques sociales et communautaires. Lorsqu'il favorise l'autonomie des femmes, qu'il stimule l'éducation des enfants grâce à de meilleurs revenus, ou qu'il encourage la

²⁰ Sachs, J. D. (2015). *The Age of Sustainable Development*. New York : Columbia University Press, pp. 77-101.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

solidarité au sein des coopératives locales, il devient un véritable vecteur de cohésion sociale. C'est précisément cette dimension qui le relie aux objectifs du développement durable, en contribuant à la réduction des inégalités et au renforcement du capital social.

Ensuite, l'articulation entre microcrédit et durabilité suppose également une adaptation aux enjeux environnementaux. Dans plusieurs régions, les bénéficiaires utilisent les prêts pour financer des activités agricoles ou artisanales. Si ces activités ne tiennent pas compte de la gestion des ressources naturelles, elles peuvent entraîner une pression supplémentaire sur l'environnement. A contrario, le microcrédit peut devenir un moteur de transition écologique lorsqu'il encourage des projets respectueux de l'environnement, comme l'irrigation économe en eau, la valorisation des énergies renouvelables ou le recyclage. Il s'agit là d'une orientation encore peu développée dans de nombreux pays, mais qui ouvre des perspectives intéressantes pour l'avenir.

Enfin, pour articuler pleinement microcrédit et développement social durable, il est indispensable de dépasser la logique purement financière et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement. Les bénéficiaires ont souvent besoin de formation, de suivi technique et d'appui en gestion pour rentabiliser durablement leurs projets. Les expériences marocaines montrent que les bénéficiaires qui reçoivent un encadrement régulier – qu'il s'agisse de formations en comptabilité simplifiée, en marketing local ou en innovation artisanale – parviennent non seulement à stabiliser leurs revenus, mais aussi à améliorer leur qualité de vie et celle de leur entourage. Ce type d'accompagnement transforme le microcrédit en une démarche intégrée, qui agit à la fois sur le revenu, la dignité, la participation citoyenne et la solidarité collective.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Ainsi, l'articulation entre microcrédit et développement social durable repose sur une approche élargie qui dépasse le simple prêt financier. Elle appelle une réflexion multidimensionnelle, où les résultats économiques ne prennent leur véritable sens que s'ils sont accompagnés d'un impact social positif et d'une gestion responsable des ressources. En ce sens, le microcrédit ne doit pas être considéré comme une fin en soi, mais comme un outil qui, bien intégré dans les politiques publiques et appuyé par les acteurs sociaux, peut contribuer à l'édification d'un développement plus équitable, inclusif et respectueux des générations futures.

Le microcrédit, au-delà de sa fonction initiale de financement d'activités génératrices de revenus, se situe aujourd'hui au cœur des débats sur le développement social durable. L'évolution des pratiques et des attentes vis-à-vis de cet outil montre clairement que sa légitimité ne se limite plus à son efficacité économique immédiate, mais qu'elle s'apprécie de plus en plus à travers sa capacité à contribuer à des transformations sociales durables et inclusives. Le défi consiste donc à penser le microcrédit non seulement comme un instrument de lutte contre la pauvreté, mais comme un levier intégré dans une vision globale de développement humain.

Le concept de développement durable, tel qu'il a été popularisé depuis les années 1980, met en avant trois dimensions indissociables : l'économique, le social et l'environnemental. Or, le microcrédit a souvent été évalué uniquement sous l'angle économique, à travers des indicateurs tels que le nombre de bénéficiaires, le taux de remboursement ou la création d'activités. Cette approche, bien que nécessaire, reste insuffisante. En effet, si l'accès au crédit permet d'améliorer temporairement les revenus, il ne garantit pas automatiquement une amélioration durable des conditions de vie ni une réduction structurelle de la pauvreté. D'où l'importance d'articuler le microcrédit à une logique de développement social durable.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Dans cette perspective, plusieurs aspects méritent d'être soulignés. Tout d'abord, l'inclusion sociale : le microcrédit doit viser l'intégration des populations marginalisées non seulement dans les circuits économiques, mais aussi dans les dynamiques sociales et communautaires. Lorsqu'il favorise l'autonomie des femmes, qu'il stimule l'éducation des enfants grâce à de meilleurs revenus, ou qu'il encourage la solidarité au sein des coopératives locales, il devient un véritable vecteur de cohésion sociale. C'est précisément cette dimension qui le relie aux objectifs du développement durable, en contribuant à la réduction des inégalités et au renforcement du capital social.

Ensuite, l'articulation entre microcrédit et durabilité suppose également une adaptation aux enjeux environnementaux. Dans plusieurs régions, les bénéficiaires utilisent les prêts pour financer des activités agricoles ou artisanales. Si ces activités ne tiennent pas compte de la gestion des ressources naturelles, elles peuvent entraîner une pression supplémentaire sur l'environnement. A contrario, le microcrédit peut devenir un moteur de transition écologique lorsqu'il encourage des projets respectueux de l'environnement, comme l'irrigation économe en eau, la valorisation des énergies renouvelables ou le recyclage. Il s'agit là d'une orientation encore peu développée dans de nombreux pays, mais qui ouvre des perspectives intéressantes pour l'avenir.

Par ailleurs, l'articulation entre microcrédit et développement social durable suppose aussi de prendre en considération la **dimension institutionnelle et partenariale**. Les institutions de microcrédit, bien qu'elles agissent à l'échelle locale, ne peuvent à elles seules porter tout le poids du développement durable. Leur action doit s'inscrire dans des synergies avec les pouvoirs publics, les ONG, les associations communautaires et même le secteur privé. Ces partenariats permettent d'offrir aux bénéficiaires un accompagnement plus complet, combinant financement, formation, santé, alphabétisation et



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

sensibilisation environnementale. C'est cette mise en réseau des acteurs qui garantit un impact durable et une meilleure articulation entre microcrédit et transformation sociale.

Un autre aspect important réside dans la **dimension éducative et culturelle**. L'octroi d'un prêt peut difficilement produire des résultats durables si le bénéficiaire n'a pas accès à un minimum de compétences en gestion, en organisation ou en innovation. Le microcrédit devient ainsi une porte d'entrée vers l'éducation économique et sociale, favorisant l'acquisition de nouvelles pratiques, le partage d'expériences et l'ouverture vers une culture de l'entrepreneuriat solidaire. À travers ce processus, il contribue à transformer progressivement les mentalités, en particulier dans les zones rurales où l'accès à la formation et à l'information reste limité.

Enfin, la durabilité sociale exige de réfléchir à la **protection des bénéficiaires**. Trop souvent, les programmes de microcrédit sont critiqués pour les risques de surendettement ou de dépendance financière. Pour éviter ces écueils, il est nécessaire de promouvoir des mécanismes de régulation et de transparence, tout en intégrant des services complémentaires comme la micro-assurance ou l'épargne solidaire. Cette approche globale permet non seulement de sécuriser les bénéficiaires contre les aléas de la vie (maladie, sécheresse, perte d'activité), mais aussi de leur offrir une perspective de stabilité à long terme²¹.

Ainsi, l'articulation entre microcrédit et développement social durable repose sur une approche élargie qui dépasse le simple prêt financier. Elle appelle une réflexion multidimensionnelle, où les résultats économiques ne prennent leur véritable sens que s'ils sont accompagnés d'un impact social positif, d'un ancrage institutionnel solide et d'une gestion responsable des ressources. En ce sens, le microcrédit ne doit

Armendáriz, B. & Morduch, J. (2010). *The Economics of Microfinance*. MIT Press, 2e édition, pp. 211-21



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

pas être considéré comme une fin en soi, mais comme un outil qui, bien intégré dans les politiques publiques et appuyé par les acteurs sociaux, peut contribuer à l'édification d'un développement plus équitable, inclusif et respectueux des générations futures.

Conclusion

Le microcrédit, souvent présenté comme une réponse novatrice aux défis de l'exclusion financière, ne saurait être perçu comme une panacée capable, à elle seule, d'éradiquer la pauvreté. Les expériences accumulées à travers le monde, et notamment au Maroc, montrent bien qu'il s'agit d'un instrument aux potentialités indéniables mais aussi aux limites réelles. En offrant à des populations marginalisées un accès à des ressources financières jusque-là inaccessibles, il constitue néanmoins une porte d'entrée vers l'autonomie économique et sociale. C'est en cela qu'il représente un outil stratégique au service d'un développement social plus inclusif.

L'accès au microcrédit permet de libérer des initiatives longtemps bridées par le manque de capitaux. Des femmes au foyer, des jeunes sans emploi, ou encore des petits producteurs du secteur informel trouvent dans ce mécanisme une possibilité de transformer leurs idées en projets viables. En stimulant l'entrepreneuriat, il contribue à la création d'activités génératrices de revenus, tout en favorisant l'insertion des bénéficiaires dans le tissu socio-économique. De cette manière, le microcrédit dépasse la simple logique de prêt pour devenir un catalyseur de changement, capable d'améliorer le bien-être des familles, de renforcer leur dignité et de leur ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir.

Cependant, les limites de ce dispositif apparaissent dès lors qu'il est envisagé de manière isolée. Le microcrédit, pris seul, ne garantit ni la réussite économique des projets financés ni une réduction durable de la pauvreté. Le risque de surendettement, l'absence de compétences en gestion, ou encore la vulnérabilité



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

aux aléas économiques et climatiques peuvent fragiliser les résultats obtenus. C'est pourquoi son efficacité dépend largement de sa capacité à s'inscrire dans une approche globale, combinant financement, accompagnement technique, formation et politiques sociales inclusives.

Cette articulation entre crédit et accompagnement est essentielle. En effet, un prêt ne peut produire un impact significatif que s'il s'accompagne d'un suivi adapté, permettant aux bénéficiaires d'acquérir les compétences nécessaires pour gérer leurs activités, diversifier leurs revenus et renforcer leur résilience face aux crises. De même, les politiques publiques doivent offrir un environnement favorable, en intégrant le microcrédit dans une stratégie nationale de développement qui valorise l'économie sociale et solidaire, promeut l'égalité des genres et lutte contre les disparités régionales.

Dans cette perspective, le microcrédit ne doit pas être appréhendé comme une fin en soi, mais comme un maillon d'une chaîne plus vaste de politiques sociales et économiques. C'est dans l'articulation avec d'autres leviers – éducation, santé, protection sociale, innovation et inclusion numérique – qu'il pourra pleinement jouer son rôle de levier de transformation. Sa finalité n'est donc pas uniquement d'améliorer temporairement les revenus, mais de contribuer à bâtir une société plus juste, plus solidaire et plus durable.

Ainsi, envisagé dans une vision élargie et intégrée, le microcrédit peut véritablement devenir un moteur de justice sociale et de cohésion sociétale. Il participe à la réduction des inégalités, favorise l'autonomie des individus, renforce le capital social et contribue à l'édification d'un développement humain plus équitable. S'il ne représente pas une solution miracle à la pauvreté, il demeure, lorsqu'il est bien pensé et correctement mis en œuvre, un instrument stratégique et durable au service d'un avenir plus inclusif et solidaire .



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

Références :

- I. Akesbi, N. (2011), *Microcrédit, pauvreté et exclusion : limites et perspectives au Maroc*, Alternatives Rurales, 9(2),
- II. Akesbi, N. (2015), *Microfinance et développement inclusif au Maroc : défis et opportunités*, Rabat : Éditions ENA,
- III. Al Amana Microfinance (2015), *Rapport annuel sur la microfinance communautaire au Maroc*, Rabat.
- IV. Al Amana Microfinance (2016), *Rapport institutionnel et gouvernance du secteur*, Rabat
- V. Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010), *The Economics of Microfinance*, MIT Press, 2e édition,
- VI. Attawfiq Micro-Finance (2017), *Rapport annuel : impact économique et limites des financements*, Casablanca.
- VII. Attijariwafa Bank Foundation (2018), *Microfinance et inclusion sociale au Maroc : études de terrain*, Casablanca.
- VIII. Banque Mondiale (2006), *Le développement du secteur de la microfinance au Maroc : Défis et perspectives*, Washington DC : World Bank.
- IX. Bendjelloun, S. (2014), *Microfinance au Maroc : entre crédit et services financiers inclusifs*, Revue Économie et Solidarités, 45(1).
- X. Bennani-Chraïbi, M. (2010), *Microcrédit et dynamiques sociales au Maroc*, Revue Tiers Monde, 201(1), .
- XI. Chaâbi, A. (2010), *Le microcrédit au Maroc : un outil de lutte contre l'exclusion et la pauvreté*, Revue Marocaine d'Économie et de Gestion, n°6.



ISSN :3085_5055

العدد الثامن _ نونبر 2025

مجلة إشكالات بحثية
مجلة علمية محكمة تعنى بالأبحاث والدراسات
في مختلف التخصصات

- XII. CGAP (2019), *Microfinance et transformation sociale au Maghreb : cas du Maroc*, Washington DC.
- XIII. El Amrani, R. (2012), *Le microcrédit au Maroc : réalités et perspectives*, Revue Marocaine de Sciences Économiques et Sociales, 5(2).
- XIV. El Aoufi, N., & Bensaid, M. (2005), *Femmes, microcrédit et autonomisation au Maroc*, Rabat : Publications du CERAB, pp.
- XV. Hamdouch, B., & Zouag, M. (2019), *Le microcrédit au Maroc : un outil d'inclusion financière et sociale*, Revue Internationale de l'Économie Sociale (RECMA), n° 354.
- XVI. Rapport d'activité Attijariwafa Bank Foundation (2021), *Microcrédit et bancarisation des populations vulnérables au Maroc*, Casablanca : AWB Foundation.
- XVII. Simanowitz, A., & Brody, A. (2004), *Realising the Potential of Microfinance: Experiences from Morocco*, IDS Bulletin, 35(4).
- XVIII. Sachs, J. D. (2015), *The Age of Sustainable Development*, New York : Columbia University Press.
- XIX. Yunus, M. (2007), *Vers un monde sans pauvreté*, Paris : JC Lattès.